

[Plus tard]

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le président, voilà une question qui, à ce moment, est tout à fait hypothétique et prématurée. Nous n'avons pas encore entamé de négociations avec les compagnies en question. Nous n'avons pas encore décidé s'il se construira un pipe-line ou non, mais nous espérons qu'on en construira un.

[Traduction]

M. Douglas: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Puisque le ministre nous dit que le gouvernement a décidé de construire une route et que le premier ministre, pour sa part, a annoncé que les sociétés chargées de la construction des oléoducs contribueront aux frais de construction de la route, je voudrais demander au ministre si le chef du gouvernement a fait cette déclaration sans l'assentiment de ces sociétés et sans que le gouvernement ne sache comment il couvrira ces frais?

L'hon. M. Chrétien: L'affaire est très simple, monsieur l'Orateur. C'est au moment où les sociétés solliciteront du gouvernement l'autorisation de construire un pipe-line qu'on leur demandera de contribuer aux frais de construction de la route.

Des voix: Oh, oh!

M. Bell: Adieu les électeurs d'Edmonton!

L'hon. M. Hees: Et c'est ainsi qu'on sabote un voyage de trois jours. Le grand frère va se faire du mauvais sang à son retour.

M. l'Orateur: A l'ordre. La parole est au député de Davenport.

* * *

LES TRANSPORTS AÉRIENS

L'ACCORD RELATIF AUX SERVICES CANADA-ITALIE

M. Chas. L. Caccia (Davenport): Ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre peut-il nous dire si l'on est parvenu à un accord, la semaine dernière, en vue d'accroître les services aériens entre le Canada et l'Italie?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Oui, monsieur l'Orateur. Les négociations sont terminées.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Sharp: C'est peut-être une question sans importance pour les membres de l'opposition, mais je sais combien elle l'est pour mon ami et aussi pour le Canada.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, il y a eu des négociations la semaine dernière. On est parvenu à un accord, par suite de consultations entre les deux gouvernements, en vue de l'extension des services aériens entre le Canada et l'Italie—dont un vol direct en partance de Toronto—et, à l'autre extrémité, cela nous procurera de grands avantages à Milan et au-delà.

Des voix: Bravo!

[M. Douglas.]

LES NÉGOCIATIONS CANADA-RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, je me demande si je ne pourrais pas poser une question supplémentaire au premier ministre suppléant au sujet d'une liaison aérienne beaucoup plus importante et utile.

Des voix: Quelle honte!

• (1450)

M. Howard (Skeena): Je vais poser ma question autrement, monsieur l'Orateur. Le premier ministre suppléant aurait-il des renseignements à nous donner sur un échange de routes aériennes beaucoup plus important et profitable, notamment entre le Canada et la République populaire de Chine, qui semble une question de haute priorité?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, la communauté italienne de Toronto trouve qu'il est important d'établir un service direct entre l'Italie et le Canada.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Sharp: Pour rassurer le député quant à l'autre question, qu'il sache que des négociations sont en cours entre le Canada et la Chine et qu'elles progressent.

* * *

LES GRAINS

LA DEMANDE DE LA BOURSE DES GRAINS QUANT À LA SURVEILLANCE DES MARCHÉS À TERME

M. R. R. Southam (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre chargé de la Commission canadienne du blé. La Bourse des grains de Winnipeg a-t-elle demandé au gouvernement de désigner un inspecteur pour surveiller les marchés de grain à terme, et le gouvernement a-t-il l'intention d'en nommer un?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, nous avons discuté de la loi sur les marchés du grain à terme et de leur contrôle. La plupart des propositions soumises exigeront une mesure législative et l'on examine plus avant la question.

* * *

LES CRUES

LA CAROTTE (SASK.)—L'ÉTENDUE DES DÉGÂTS—LE CAS DES AGRICULTEURS SINISTRÉS

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. J'aimerais savoir s'il a reçu un rapport sur la gravité de la crue de la rivière Carotte, et si on a fait appel à l'aide fédérale.

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Non, monsieur l'Orateur. On nous a fourni des renseignements préliminaires mais pas de rapport détaillé sur l'étendue des dommages, et aucune demande d'aide ne nous a été faite.